

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 20/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ADM Bazancourt SASU

114 rue de Pomacle,
CS 30 004,
51110 Bazancourt

Références : D2i 2025-262
Code AIOT : 0005701552

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2025 dans l'établissement ADM Bazancourt SASU implanté 114 rue de Pomacle, CS 30 004, 51110 Bazancourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du récolement des suites de la visite d'inspection précédente en date du 22/05/2024 portant sur le risque légionelles et qui a conduit à un arrêté de mise en demeure.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ADM Bazancourt SASU

- 114 rue de Pomacle, CS 30 004, 51110 Bazancourt
- Code AIOT : 0005701552
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

ADM Bazancourt est une entreprise du groupe ADM qui transforme, sur son unité de la plateforme de Bazancourt (51), des céréales en produits édulcorants, en protéines, en amidons et divers composants à destination des marchés de l'alimentation humaine, de la nutrition animale, de l'industrie et de la fertilisation.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Formation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
2	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
3	Transmission des résultats	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.e	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
4	Nettoyage annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
5	Stratégie de traitement préventif	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
6	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 30	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
7	Présence de flore interférente	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.III	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
8	Analyse Méthodique des Risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est remis en conformité vis-à-vis des points concernés par la mise en demeure du 4 juillet 2024. Celle-ci peut donc être levée.

Un important travail sur l'abattement de la flore interférente et sur la stratégie de traitement permettent de limiter les situations avec présence de flore interférente et de se passer, en

traitement préventif, de biocide non oxydant.

Les risques sur l'environnement et la santé sont aujourd'hui mieux maîtrisés qu'auparavant.

L'Inspection note quelques points nécessitant des améliorations sur l'analyse méthodique des risques. L'exploitant s'est engagé à mettre à jour cette analyse sous 6 mois en prenant en compte les remarques émises par l'Inspection lors de la visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 22/05/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 11/08/2024
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p> <p>L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.</p> <p>Ces formations portent a minima sur :</p> <ul style="list-style-type: none">- les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;- les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;- les dispositions du présent arrêté. <p>[...]</p>
Constats : <p>Par courrier du 21 juin 2024, l'exploitant a transmis la liste des personnes formées intervenant sur les installations. Ce document est conforme à la prescription et complète le constat établi lors de la visite du 22 mai 2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/05/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 11/08/2024
Prescription contrôlée : <p>Dans le cadre du plan de surveillance, l'exploitant identifie les indicateurs physico-chimiques et microbiologiques pertinents qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation, en complément du suivi obligatoire de la concentration en Legionella pneumophila dans l'eau du circuit, dont les modalités sont définies ci-dessous. Pour chaque indicateur, l'exploitant définit des valeurs cibles, des valeurs d'alerte ainsi que des valeurs d'actions. Les prélèvements et analyses permettant le suivi de ces indicateurs sont réalisés par l'exploitant selon une fréquence et des modalités qu'il détermine afin d'assurer une gestion efficace du risque de prolifération et de dispersion des légionelles. Toute dérive implique des actions curatives et correctives déterminées par l'exploitant, dont l'efficacité est également suivie par le biais d'indicateurs. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de la surveillance pour tenir compte des évolutions de son installation, des connaissances en matière de gestion du risque légionelles et des impacts de l'installation sur l'environnement.</p>
Constats : <p>L'exploitant a transmis suite aux remarques de l'Inspection la version 3 de l'instruction IT 291027 qui prend en compte la définition de valeurs seuils et d'actions correctives à mettre en place. Les éléments transmis sont suffisants pour s'assurer de la conformité vis-à-vis de la prescription.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Transmission des résultats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.e
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/05/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 11/10/2024
Prescription contrôlée : <p>Les résultats d'analyse de concentration en Legionella pneumophila sont transmis à l'Inspection dans un délai de 30 jours à compter de la date de prélèvement.</p>

<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 21 juin 2024 l'exploitant a indiqué transmettre les résultats sur GIDAF en y joignant le PDF des résultats. Ceci est effectivement réalisé depuis la visite du 22 mai 2024.</p> <p>La validation des résultats sur GIDAF ressort toujours supérieur à 30 jours. Cependant, l'exploitant initie la déclaration avant ce délai de 30 jours. L'inspection a pu constater pour les prélèvements réalisés le 3 février 2025 que la saisie des résultats apparaît « enregistré » au 20 février 2025. Cette pratique permet de répondre au besoin de l'Inspection et de l'Agence Régionale de Santé de pouvoir consulter les résultats dès qu'ils sont disponibles en cas d'enquête environnementale suite à des signalements de légionellose.</p> <p>En effet, lorsque l'exploitant réalise un test ADN en cas de présence de flore interférente, la déclaration doit être complétée par les résultats de ce test; il est ainsi difficile pour l'exploitant de tenir ce délai. (voir constat 7 pour plus de détails).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Nettoyage annuel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/05/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 11/10/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la ou des tour(s) de refroidissement, de ses (leurs) parties internes et de son (ses) bassin(s), est effectuée au minimum une fois par an. Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles. Si le nettoyage préventif annuel nécessite la mise à l'arrêt complet de l'installation, et que l'exploitant se trouve dans l'impossibilité technique ou économique de réaliser cet arrêt, il en informe le préfet et lui propose la mise en œuvre de mesures compensatoires. L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert. Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 21 juin 2024, l'exploitant a transmis la commande pour la réparation de la TAR 1 qui a ensuite permis de pouvoir nettoyer les TAR 2 et 3.</p>

<p>Puis par courrier du 24 octobre 2024, l'exploitant a indiqué avoir effectué la réparation de la TAR 1 et nettoyé la TAR 2 et 3.</p> <p>Le certificat de nettoyage a été transmis le 4 novembre 2024. Les rapports de nettoyage des TAR 2 et 3 ont été transmis à l'Inspection le 8 janvier 2025. Le nettoyage a eu lieu les 24 et 25 octobre 2024.</p> <p>Ces éléments permettent de lever l'article 2 de la mise en demeure du 4 juillet 2024.</p> <p>A noter que cet évènement n'est pas recensé au sein de l'Analyse Méthodique des Risques (voir constat 8).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Stratégie de traitement préventif

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/05/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 11/10/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent, pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit. L'exploitant peut mettre en œuvre tout procédé de traitement, physique et/ou chimique, dont il démontre l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et dispersion des légionelles. L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement. Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien. Dans le cas où le traitement préventif comprend un traitement chimique, les concentrations des produits dans l'eau du circuit sont mises en œuvre à des niveaux efficaces pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, ne présentant pas de risque pour l'intégrité de l'installation et limitant les impacts sur le milieu. L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets. En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement. Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont</p>

limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible. Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés. Pour les nouvelles installations, ou en cas de changement de stratégie de traitement pour les installations existantes, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées et démontre l'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des *Legionella pneumophila* par la réalisation d'analyses hebdomadaires en *Legionella pneumophila*, a minima pendant deux mois, et jusqu'à obtenir 3 analyses consécutives inférieures à 1 000 UFC/L. La stratégie de traitement elle-même constituant un facteur de risque, toute modification (produit ou procédé) entraîne la mise à jour de l'AMR, du plan d'entretien et du plan de surveillance et de la fiche de stratégie de traitement. Le dispositif de purge de l'eau du circuit permet de maintenir les concentrations en sels minéraux dans l'eau du circuit à un niveau acceptable, en adéquation avec la stratégie de traitement de l'eau. Les appareils de traitement et les appareils de mesure sont correctement entretenus et maintenus, conformément aux règles de l'art. L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits pour faire face à un besoin urgent ou à des irrégularités d'approvisionnement.

Constats :

Par courrier du 24 octobre 2024, l'exploitant a indiqué avoir changé de stratégie de traitement et n'utilise plus de biocide non oxydant en traitement préventif.

Cette stratégie de traitement a, de nouveau, été mise à jour le 11 mars 2025 pour prendre en compte les conclusions de l'étude sur l'abattement de la flore interférente (constat 7).

Les produits de décomposition ainsi que les concentrations calculées de rejet, des produits biocides sont mentionnés au sein de du document transmis.

Cette nouvelle stratégie permet de lever l'article 3 de la mise en demeure du 4 juillet 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 6 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 30

Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 22/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 11/10/2024

Prescription contrôlée :

Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, une mesure est réalisée a minima selon la fréquence indiquée dans

le tableau ci-dessous pour les paramètres énumérés ci-après.

TABLEAU

Ces mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministère de l'environnement sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation, constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. Les résultats des mesures sont annexés au carnet de suivi et mis à disposition de l'inspection des installations classées

En complément, l'exploitant met en place une surveillance des rejets spécifique aux produits de décomposition des biocides utilisés ayant un impact sur l'environnement, listés dans la fiche de stratégie de traitement telle que définie au point I-2 b de l'article 26 du présent arrêté. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques, notamment les analyses, permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation. Lorsque les polluants bénéficient, au sein du périmètre autorisé, d'une dilution telle qu'ils ne sont plus mesurables au niveau du rejet au milieu extérieur ou au niveau du raccordement avec un réseau d'assainissement, ils sont mesurés au sein du périmètre autorisé avant dilution. Pour les effluents raccordés, les mesures faites à une fréquence plus contraignante à la demande du gestionnaire de la station d'épuration sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a transmis les analyses de la surveillance des eaux de purge des circuits de refroidissement.

Ces prélèvements ont eu lieu le 01 juillet 2024 pour l'ensemble des paramètres. Pour la DCO, AOX, chlorure, bromures, les composés organiques halogénés et l'azote ammoniacale (produit de décomposition) des mesures ont été effectuées les 16 octobre 2024 et 2 décembre 2024.

La fréquence de mesure est respectée.

L'exploitant a transmis le 11 mars 2025, le planning prévisionnel de prélèvement des eaux de purge pour 2025. Il prévoit une fréquence de mesure conforme à la prescription.

Le prélèvement a lieu sur le même point de prélèvement que pour les analyses légionelles, ainsi les résultats sont représentatifs des eaux de purge avant toute dilution.

Ces éléments permettent de lever l'article 5 de la mise en demeure du 4 juillet 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 7 : Présence de flore interférente

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.III

Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 22/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 11/02/2024

Prescription contrôlée :

3. Actions à mener si le dénombrement des *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006) est rendu impossible par la présence d'une flore interférente.

a) L'exploitant réalise immédiatement un nouveau prélèvement en vue de l'analyse en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90 431 (avril 2006). Il procède ensuite à la mise en place d'actions curatives, afin d'assurer une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L dans l'eau du circuit.

b) Si le dénombrement des *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006) est à nouveau rendu impossible par la présence d'une flore interférente, l'exploitant procède, sous une semaine, à la recherche des causes de présence de flore interférente et à la mise en place d'actions curatives et/ou correctives.

c) Suite à la mise en place de ces actions et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.

Constats :

Par courrier du 24 octobre 2024, l'exploitant a indiqué avoir mis en place un groupe de travail sur la qualité des condensats et l'abattement de la flore interférente.

L'exploitant a transmis le 13 janvier 2025, le rapport en cours sur la stratégie d'abattement de la flore interférente. Ce rapport a été complété avec les résultats des tests de corrosion et remis à l'inspection le 11 mars 2025 après avoir expliqué en détails les résultats de l'étude lors de l'inspection.

En effet, l'exploitant a mené d'importantes recherches afin d'abattre la flore interférente. Une étude statistique des résultats de prélèvement légionelle montre que le maintien du pH et de la conductivité des condensats permet de limiter le nombre de résultats qui présentent de la flore interférente.

Depuis septembre 2024, la maîtrise du pH permet d'avoir une majorité d'analyse qui ressortent avec absence de flore interférente.

Le dosage en dioxyde de chlore a de même été étudié afin de limiter les chlorures dans les rejets et d'avoir un abattement efficace des bactéries. Ce dosage couplé à la maîtrise du pH et de la conductivité assure un contrôle du taux de flore interférente.

Enfin, des tests de corrosion ont été menés pour valider ce dosage.

La stratégie de traitement préventive a été mise à jour pour prendre en compte les résultats de cette étude. (voir constat 5).

Enfin, l'exploitant a acté les actions qu'il met en place en cas de résultats indiquant la présence de flore interférente : une analyse ADN est immédiatement réalisée en parallèle des recherches de causes et d'actions correctives.

Ces éléments permettent de lever l'article 4 de la mise en demeure du 4 juillet 2024.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 8 : Analyse Méthodique des Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/05/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 11/10/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation.</p> <p>Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.</p> <p>L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ; - les points critiques liés à la conception de l'installation ; - les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ; - les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des point I-2 c et II-1 g du présent article. <p>Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué. Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.</p> <p>Sur la base de l'AMR sont définis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ; - un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ; - les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous.

En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles. La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Ce point n'a pas été intégré à la mise en demeure, car l'exploitant a transmis, par courrier du 21 juin 2024, une AMR modifiée qui intègre des schémas de principe, un facteur de risque pour la flore interférente et une liste des bras morts.

La date de mise à jour des schémas n'est pas indiquée.

Il est mentionné dans la partie aux points 129, 130 et 131 du questionnaire d'évaluation des risques, joint à l'AMR de l'exploitant, que des bras morts, des portions inutilisées, à moindre circulation d'eau ou à circulation discontinue sont présents sur les installations.

Ces points ne sont pas tous représentés sur les schémas de principes joint à l'AMR.

Seuls les bras morts sont représentés.

Par ailleurs, certains bras morts mentionnés sur la liste des bras morts jointe à l'AMR ne sont pas identifiés sur les schémas de principes.

L'AMR prend bien en compte l'existence de points critiques liés à la conception de l'installation comme les bras morts. Toutefois, en dehors de l'étude de ces derniers, l'analyse réalisée reste générale et n'aborde pas les portions inutilisées à moindre circulation d'eau ou à circulation discontinue.

L'AMR ne permet pas d'identifier facilement les portions des installations concernées et de démontrer que les mesures mises en œuvre sont adaptées à celles-ci.

Lors de la visite, l'Inspection a également constaté une forte présence de corrosion sur plusieurs éléments structurels de plusieurs TAR notamment sur les TAR 1 2 et 3.

Cette corrosion est susceptible d'être à l'origine d'avaries et d'entraîner une indisponibilité d'une ou plusieurs tours en cas de panne.

Comme constaté lors de la précédente visite d'inspection en date du 22/05/2024, l'indisponibilité d'une tour sur un circuit de refroidissement peut entraîner l'impossibilité de mettre à l'arrêt les autres tours raccordées sur le même circuit et induire un décalage des opérations de nettoyage périodique. Cette corrosion est par conséquent susceptible d'avoir un impact indirect non négligeable sur les risques de prolifération en légionelles dans les tours concernées.

Ce risque n'est pas identifié dans l'AMR.

L'exploitant a indiqué avoir initialement planifié sa prochaine révision de l'AMR pour fin Mars 2025.

Il s'est engagé à y intégrer les remarques formulées par l'inspection et à la transmettre sous 6 mois.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection considère qu'en l'état l'AMR de l'exploitant répond globalement aux exigences réglementaires de l'article 26.1.1 de l'arrêté ministériel du 14/12/2013. Toutefois les constats précités étant susceptibles d'impacter de manière notable la maîtrise des risques sur les installations concernées, il est pertinent qu'ils soient pris en compte.

L'exploitant s'étant engagé à intégrer ces remarques dans sa prochaine révision de l'AMR et à en faire parvenir une copie à l'Inspection sous un délai de 6 mois, l'Inspection considère par conséquent que ces constats n'appellent pas de suites administratives particulières.

Type de suites proposées : Sans suite